

Devenir prof: «Qui ça fait rêver aujourd'hui?»

slate.fr | by Mathieu Perisse

Devenir prof: «Qui ça fait rêver aujourd'hui?»

Le nombre de candidats aux concours de l'enseignement est en chute libre, et certains postes ne sont mêmes plus pourvus. Pourquoi le métier de professeur ne fait-il plus rêver?



- Nicolas Sarkozy dans une école de Montpellier, 28 février 2012. REUTERS/Philippe Laurenson -

Invité de la matinale de France Inter jeudi 1er mars, [Nicolas Sarkozy](#) s'interrogeait en ces termes sur la baisse des vocations dans l'enseignement:

«Est-ce qu'on se pose la question de savoir combien d'enfants aujourd'hui dans une classe ont envie de devenir professeur? Qui ça fait rêver aujourd'hui, le statut que la société réserve aux professeurs?»

Quelques jours plus tôt, le candidat UMP avait suggéré d'augmenter le temps de présence des professeurs de «18h à 26h» par semaine et d'assortir cette mesure d'une [hausse de la rémunération pouvant aller jusqu'à 500 euros par mois](#). Une proposition grâce à laquelle il espère «vendre du rêve» à une jeunesse pour qui le statut de professeur est de moins en moins attractif.

De moins en moins de candidats

Si la «*revalorisation*» du métier d'enseignant est l'objectif affiché du candidat UMP, c'est que, depuis le début des années 2000, le nombre de candidats au Certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement du second degré (Capes) est en baisse. En témoigne [une campagne de recrutement inédite](#), à mi-chemin entre une publicité pour l'armée et une annonce Pôle emploi, lancée au printemps 2011.

Selon le rapport annuel de la Cour des comptes, le nombre d'inscrits aux différents concours d'enseignement dans le second degré est passé de 86.250 en 2010 à 65.314 en 2011, [«une baisse de 20.936 inscriptions»](#), soit 24% en un an.

De plus, le nombre de présents, c'est-à-dire d'étudiants qui passent effectivement le concours, est également en chute libre. Seuls 51,6% des inscrits au Capes se sont présentés le jour de l'épreuve en 2011, contre 69,9% en 2010. Avantage pour les étudiants, [le taux de réussite au Capes a fortement augmenté](#) du fait de la raréfaction des postulants.

Des centaines de postes non pourvus

Mais il y a plus préoccupant: tous ceux qui choisissent quand même de passer le concours ne le réussissent pas forcément. C'est là tout le paradoxe: [près de 70.000 postes ont été supprimés](#) dans l'Education nationale depuis 2007. La logique voudrait que les postes restant soient pourvus facilement. Dans les faits, certaines matières font face à une vraie pénurie de candidats.

Les résultats des écrits du Capes sont tombés en février 2012. Selon le syndicat SNES-FSU, le nombre de candidats admissibles est [inférieur au nombre de postes à pourvoir](#) dans plusieurs matières, comme en lettres classiques ou en musique, et la situation est critique dans d'autres spécialités comme l'anglais ou les mathématiques. De la même manière, [des centaines de postes n'avaient pas été pourvus en 2011](#), dont 376 en mathématiques, rapportait le Monde.

Les matières scientifiques et techniques sont particulièrement sinistrées. Une partie des étudiants préfère souvent s'orienter vers le secteur privé, plus rémunérateur, plus prestigieux et, paradoxalement, *«plus rassurant»*, explique Alexis, 25 ans. Après avoir étudié la chimie dans une université parisienne, il a renoncé au Capes pour travailler dans une entreprise pharmaceutique. *«Pourtant je voulais vraiment enseigner, mais on a l'impression d'être livrés à nous-mêmes dans cette formation»*, raconte-t-il.

Même si le site du ministère de l'Education nationale assure que [«le nombre de candidats présents aux concours suit la baisse du nombre de postes»](#) et qu'on *«retrouve en 2010 le même ratio candidats/postes qu'en 2000»*, le recrutement des

nouveaux enseignants demeure laborieux.

Le «manque de lisibilité» de la formation

Moins de candidats donc, mais autant d'élèves. Si le nombre d'enfants scolarisés dans le secondaire (privé et public) a en effet diminué d'environ 500.000 entre 1993 et 2010, [la tendance est repartie à la hausse depuis 2009](#), selon les chiffres du ministère. «Dans les dix prochaines années les besoins en enseignants seront constants ou en hausse», estime Patrick Demougin, président de la Conférence des directeurs d'IUFM (CDIUFM).

Selon ce directeur de l'IUFM de Montpellier, deux facteurs expliquent la fuite des jeunes: une cause «conjoncturelle» tout d'abord. Les études sont plus longues et le stage rémunéré après le concours a été supprimé. Patrick Demougin déplore surtout un «manque de lisibilité».

«Aujourd'hui le système est déconstruit, tout le monde forme les professeurs, les étudiants sont perdus.»

A cette désorganisation s'ajouterait «une tendance structurelle» plus profonde: «La désaffection pour les métiers de l'éducation est un phénomène européen», affirme Patrick Demougin qui prépare une étude pour la Commission européenne sur le sujet.

«Le métier manque de reconnaissance, il est souvent sous-payé et souffre souvent d'une véritable méfiance sociale à son égard.»

Un concours à bac+5

Pour Frédéric Charles, enseignant-chercheur en sciences de l'éducation [à l'université de Picardie Jules Vernes](#), la crise du recrutement a principalement été causée par les récentes réformes. «L'Etat et le gouvernement ont créé cette crise, en modifiant le processus de recrutement et en asséchant le nombre de postes», lâche-t-il, amer.

«Il y a près de 2,8 millions de chômeurs en France, les professeurs bénéficient d'une certaine sécurité de l'emploi, et pourtant les candidats désertent le concours. Le métier ne fait plus rêver mais l'explication est politique.»

Dans le viseur des professeurs et des étudiants, [la réforme de la formation des enseignants](#), qui avait provoqué l'un des plus longs mouvements de protestation universitaire en 2009 et 2010. Alors que les concours étaient jusqu'alors accessibles à bac+3, avec une licence, ils sont désormais «masterisés», terme barbare pour signifier

qu'il faut un master, soit un bac+5, pour devenir professeur.

Des études plus longues qui découragent

La Cour des comptes a pointé du doigt en février 2012 [le caractère contre-productif de cette réforme](#). Non seulement les économies budgétaires espérées n'ont pas été au rendez-vous, mais l'allongement de la durée des études a contribué à décourager les éventuels candidats, explique Frédéric Charles:

«Les étudiants se projettent dans l'avenir, on leur a annoncé qu'ils devaient faire deux ans supplémentaires d'études, avec une moins bonne formation. Dans ces conditions, certains ne veulent plus tenter leur chance, alors qu'ils seraient certainement de bons profs.»

Passer le concours du Capes aujourd'hui s'apparente à un «*parcours du combattant*», raconte Kévin Rossary. Etudiant lyonnais de 23 ans en histoire-géographie, il vient de réussir les épreuves écrites et prépare l'oral prévu en juin.

«On nous demande d'être pratiquement bilingue dans une langue vivante, de maîtriser l'informatique, de faire deux stages, tout en préparant le concours et en rédigeant un mémoire de recherche.»

L'emploi du temps est chargé et la pression de l'examen quotidienne. Difficile alors pour les moins fortunés d'avoir un petit boulot à côté, une situation qui concerne pourtant «*50% des candidats au Capes*», selon Patrick Demougin. A un problème de vocation s'ajoute donc un aspect financier: «*La masterisation a réduit considérablement le nombre de candidats, car beaucoup d'étudiants ne peuvent pas se permettre de payer 2 ans d'étude en plus*», estime Lisa Chamaraud, qui prépare elle aussi le Capes d'histoire.

«Les jeunes ont peur du métier d'enseignant»

Mais l'allongement des études n'est pas seul en cause. Philippe Meirieu est catégorique: «*Le métier d'enseignant ne fait plus rêver parce qu'on se trompe d'objectif et de méthode*», lâche le vice-président de la région Rhône-Alpes en charge de la formation, élu sous l'étiquette Europe Ecologie.

Pour ce chercheur spécialiste des sciences de l'éducation et inspirateur de la création des IUFM en 1990, «*enseigner c'est transmettre une passion, un savoir, un désir, et non pas échanger une marchandise*». Or, estime-t-il, les réformes de ces dernières années visent «*à gérer l'école comme une entreprise, avec ses exigences d'efficacité*

et de rentabilité».

Pour l'universitaire et homme politique qu'est Philippe Meirieu, *«les jeunes ont peur du métier d'enseignant»*. Peur du manque de formation, peur d'être envoyés dans des zones difficiles, peur du déracinement (en étant nommé loin de leur domicile), peur de faire de longues études pour un salaire peu élevé. *«Tout concourt à décourager les jeunes»*, résume-t-il, avant d'ajouter:

«La promesse d'augmenter le salaire n'est pas suffisante pour les remotiver, surtout si elle s'accompagne d'une dégradation des conditions de travail.»

Rendre le métier plus attractif: la formation avant tout

Pour inverser la tendance et attirer plus d'étudiants, les différents acteurs de l'éducation sont quasiment unanimes: l'accent doit être mis sur la formation. Fin 2011 la CDIUFM a publié ses [«22 propositions à destination des candidats à l'élection présidentielle»](#).

Au cœur des réclamations: une «remise à plat» du dispositif. *«Il faut sélectionner plus tôt»* les futurs enseignants, éventuellement en mettant en place un prérecrutement, avance Patrick Demougin, qui, comme Philippe Meirieu, estime qu'une hausse de salaire comme celle proposée par Nicolas Sarkozy ne peut pas suffire à elle seule.

Hausse des rémunérations, création de postes, autonomie des établissements, recruter plus tôt, mieux former, encadrer les jeunes professeurs, autant de propositions qui fleurissent dans les programmes des candidats à la présidentielle. Une chose est certaine: ce n'est qu'au prix d'une refonte profonde que l'Education nationale pourra faire à nouveau rêver les jeunes générations.

Mathieu Perisse

Devenez fan sur

facebook

, suivez-nous sur

twitter

Publié le 29/03/2012

Mis à jour le 29/03/2012 à 16h34

[9 réactions](#)

